**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ANNEXEES
A L'ARRETE N° 280-2022/ARR/DDDT DU 15 FEVRIER 2022**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	2
1.1 Dossier installation classée	2
1.2 Objectifs généraux	2
1.3 Description de l'installation.....	2
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES	3
2.1 Accessibilité.....	3
2.2 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site	3
2.3 Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens	3
2.4 Moyens de lutte contre l'incendie.....	3
ARTICLE 3 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	4
3.1 Installations électriques et mise à la terre	4
3.2 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	4
ARTICLE 4 : FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION	5
4.1 Consignes d'exploitation	5
4.2 Dépollution, démontage et découpage	5
4.3 Opérations après dépollution	5
ARTICLE 5 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	6
5.1 Principes généraux.....	6
5.2 Prélèvements et consommation d'eau.....	6
5.3 Collecte des effluents liquides	6
5.4 Réserves de produits ou matières consommables	6
5.5 Propreté de l'installation.....	6
5.6 Dépollution du sol	6
ARTICLE 6 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	7
6.1 Envol de poussières et matières diverses	7
6.2 Odeurs	7
ARTICLE 7 : DECHETS	7
7.1 Déchets entrants.....	7
7.2 Principes de gestion	7
7.2.1 Séparation des déchets	7
7.2.2 Principe général d'entreposage des déchets	7
7.2.3 Entreposage des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage avant dépollution.....	7
7.2.4 Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage	8
7.2.5 Entreposage des carcasses provenant des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage après dépollution	8
7.2.6 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	8
7.2.7 Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement	9
7.3 Brûlage	9
7.4 Registre et traçabilité	9
ARTICLE 8 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	9
8.1 Bruits	9
8.2 Vibrations	10
ARTICLE 9 : RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION TEMPORAIRE	10
ARTICLE 10 : CESSATION D'ACTIVITE.....	10

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Dossier installation classée

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- une copie de la demande d'autorisation simplifiée temporaire et du dossier qui l'accompagne ;
- l'arrêté d'autorisation simplifiée ainsi que toutes les délibérations provinciales relatives à l'installation ;
- le cas échéant, les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
 - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;
 - le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;
 - le plan de localisation des risques, et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;
 - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;
 - le cas échéants, les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;
 - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;
 - les consignes de sécurité ;
 - les consignes d'exploitation ;
 - le registre de déchets.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.2 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des bâtiments et annexes pour :

- limiter la consommation d'eau ;
- limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- optimiser la gestion des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

1.3 Description de l'installation

L'installation ne dispose pas de bâtiment. Elle est composée comme suit :

- une aire de levage ;
- une aire de séchage ;
- une aire de déconstruction ;
- de conteneurs fermés et de bennes de stockage de matériels et de déchets.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

2.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens de la présente annexe, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée au sein de l'installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

2.2 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;
- longueur minimale de 10 mètres,

présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

2.3 Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens

Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

2.4 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local (ex : incendie, explosion, etc.) ;

- d'extincteurs répartis dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement à tout moment. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport de contrôle.

L'exploitant s'assure que les appareils ou borne d'incendie présents au niveau de l'aire de carénage de la cale de Nouville et situés à moins de 200 m de l'installation, peuvent être utilisés, en cas d'incendie, sur son site.

ARTICLE 3 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

3.1 Installations électriques et mise à la terre

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, et doivent satisfaire aux dispositions de la délibération n° 51/CP du 10 mai 1989 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur et aux normes applicables.

3.2 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Les cuvettes de rétention doivent en outre présenter une résistance mécanique à la pression et à la température des fluides accidentellement répandus. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention et sont stockés de façon à respecter les distances de sécurité.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les cuvettes de rétention sont correctement entretenues et débarrassées, en tant que de besoin, des écoulements et eaux pluviales. Tout risque de débordement des cuvettes est maîtrisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux présentes prescriptions.

Les stockages ou les aires de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, sont aménagés de façon à pouvoir recueillir les eaux et les matières répandues accidentellement.

L'exploitant s'assure d'être en mesure de mettre en place, dans les meilleurs délais, un barrage flottant anti-pollution en cas de déversement de matières polluantes (exemple : hydrocarbures) dans les eaux marines le long de l'installation.

ARTICLE 4 : FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

4.1 Consignes d'exploitation

Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées ;
- le programme de maintenance ;
- les dates de nettoyage, les volumes et surfaces à nettoyer, le personnel qui en a la charge, le matériel à utiliser, les modalités du contrôle et des vérifications de propreté ;
- la limitation de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation durant une journée.

4.2 Dépollution, démontage et découpage

L'aire de dépollution est aérée, ventilée et abritée des intempéries lorsque les conditions météorologiques le nécessitent.

Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ou retirés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés ;
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les signaux de détresse ou les prétensionneurs pyrotechniques, sont retirés ou neutralisés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides sont retirés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et les batteries ;
- les pots de peinture et les solvants sont retirés.

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

Le dégazage à l'air libre des circuits d'air conditionné des navires hors d'usage est interdit.

Le transport et le transvasement des produits à l'intérieur de l'établissement sont effectués avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des produits et des emballages (arrimage des fûts...).

4.3 Opérations après dépollution

Les opérations de cisailage, pressage ou découpage ne s'effectuent que sur des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage dépollués.

Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.

A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que ces activités n'entraînent pas de déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents ou de matières dangereuses susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou du sol.

Les mesures de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** s'appliquent.

ARTICLE 5 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

5.1 Principes généraux

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tous déversements accidentels, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents ou de matières dangereuses susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

Aucun nettoyage ou lavage à l'eau des bateaux de plaisances ou de sports, des pièces et équipements issues du démantèlement ou de la dépollution des bateaux de plaisance ou de sports n'est réalisé sur l'installation.

5.2 Prélèvements et consommation d'eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Aucun ouvrage de prélèvement d'eau dans le milieu naturel n'alimente l'installation.

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public d'alimentation en eau potable doit être équipé d'un dispositif efficace empêchant tout retour d'eau dans le réseau public.

5.3 Collecte des effluents liquides

Le réseau de collecte est de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées pour subir avant rejet des traitements spécifiques.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ils ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement de l'ouvrage de traitement.

5.4 Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose en permanence de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

5.5 Propreté de l'installation

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (collecte des déchets, etc.).

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation.

5.6 Dépollution du sol

En cas de déversement de produit polluant au sol, l'exploitant prend immédiatement les dispositions nécessaires afin de supprimer l'origine de la pollution. Il met en œuvre dans les meilleurs délais et avant la fin du délai de l'autorisation d'exploiter toutes les mesures nécessaires pour remettre en état la zone polluée dans des conditions qu'il ne puisse plus porter atteinte aux intérêts listés à l'article 412-1 du code de l'environnement de la province Sud.

En l'absence d'analyses de sol permettant de connaître la qualité du sol et notamment de justifier l'absence de pollution déjà présente sur le site avant démarrage de l'activité faisant l'objet du présent arrêté, toute pollution constatée sur le site pendant l'exploitation ou après cessation d'activité fait l'objet d'une dépollution aux frais de l'exploitant.

ARTICLE 6 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

6.1 Envol de poussières et matières diverses

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et de matières diverses pendant les opérations de démontage ou de découpage des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

6.2 Odeurs

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

ARTICLE 7 : DECHETS

7.1 Déchets entrants

Les déchets acceptés sur l'installation sont les bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage.

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.

7.2 Principes de gestion

7.2.1 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

7.2.2 Principe général d'entreposage des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'installation, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

7.2.3 Entreposage des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage avant dépollution

L'empilement des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de 6 mois.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation.

Lorsque les bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage nécessitent une dépollution (présence de fluides), le sol des emplacements utilisés pour leur dépôt, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de leur dépollution sont imperméables et munies de rétention.

A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour leur entreposage afin d'éviter tous risques de déversements accidentels, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents ou de matières dangereuses susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou du sol.

Les mesures de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** s'appliquent.

En cas de bateaux de plaisance ou de sport accidentés en attente d'expertise, l'exploitant met en place une zone d'entreposage spécifique et identifiable.

7.2.4 Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage sont entreposés à l'abri des intempéries sur des surfaces imperméables.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement, etc.) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage (boîtes de vitesses, moteurs, etc.) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les produits pyrotechniques (fumigènes, feux à mains, fusées de détresse) sont retirés sans délai en vue d'être entreposés dans des conditions adaptées et sécuritaires puis remis à une filière de traitement autorisée.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de 6 mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

Les déchets susceptibles de contenir de l'amiante sont stockés séparément, dans des emballages marqués et dans des conditions empêchant la dispersion des fibres.

7.2.5 Entreposage des carcasses provenant des bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage après dépollution

Les carcasses dépolluées peuvent être empilées dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement et pour une période qui ne peut excéder 6 mois. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

7.2.6 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article 412-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets (collecteurs ou installations de traitement) est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article 412-1 du code de l'environnement.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.

L'exportation des déchets hors de la Nouvelle-Calédonie est soumise aux dispositions des conventions internationales relatives aux mouvements transfrontaliers des déchets, notamment à la Convention de Bâle.

7.2.7 Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

7.3 Brûlage

Le brûlage des déchets est interdit.

7.4 Registre et traçabilité

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées, pour chaque bateau de plaisance ou de sport, les informations suivantes :

- la date de réception du bateau de plaisance ou de sport hors d'usage;
- le cas échéant, l'immatriculation du bateau de plaisance ou de sport hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice ou propriétaire du bateau de plaisance ou de sport hors d'usage ;
- la date de dépollution du bateau de plaisance ou de sport hors d'usage;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du bateau de plaisance ou de sport hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du bateau de plaisance ou de sport hors d'usage;
- la date d'expédition du bateau de plaisance ou de sport hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du bateau de plaisance ou de sport hors d'usage dépollué.

Des bordereaux de suivi de déchets sont émis dès qu'un déchet dangereux sera remis à un tiers. Ces bordereaux sont conservés pendant 3 ans et seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les registres seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, et une déclaration de la gestion des déchets issus de son activité à partir des informations extraites du registre lui sera adressée par l'exploitant, à chaque fin de la période de l'autorisation.

ARTICLE 8 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

8.1 Bruits

Les installations sont équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du personnel ou du voisinage ou de constituer une gêne pour la tranquillité du voisinage.

Elles respectent les prescriptions de la délibération n°741-2008/BAPS du 19 septembre 2008 relative à la limitation des bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Si l'installation fait l'objet d'une plainte relative au bruit l'exploitant met en œuvre tous les moyens nécessaires permettant de limiter les nuisances acoustiques et de respecter les dispositions de la délibération n°741-2008/BAPS du 19 septembre 2008.

Le cas échéant, il procède à une mesure du niveau de bruit et de l'émergence dans les meilleurs délais par une personne ou un organisme qualifié, conformément aux dispositions de la délibération n°741-2008/BAPS du 19 septembre 2008.

Ces mesures sont consignées dans le dossier « installations classées ».

8.2 Vibrations

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

ARTICLE 9 : RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION TEMPORAIRE

La présidente de l'assemblée de province peut, sur demande motivée de l'exploitant et après avis de l'inspection des installations classées, renouveler deux fois la présente autorisation temporaire de six (6) mois par arrêté. Dans ces conditions le temps total de fonctionnement de l'installation ne peut excéder dix-huit (18) mois.

ARTICLE 10 : CESSATION D'ACTIVITE

Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie à la présidente de l'assemblée de la province Sud cet arrêt au moins trois mois avant la cessation définitive d'activité. Un dossier complet, conforme aux dispositions de l'article 415-10 du code de l'environnement, est joint à cette notification.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 412-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec la mairie ou l'autorité compétente en matière d'urbanisme. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les récipients et/ou cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées ;
- le nettoyage général du site et de ses abords est effectué.